

Avis adopté à la séance plénière du 9 décembre 2020

Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

Déclaration du groupe de la CFTC

Les besoins alimentaires croissants au sortir de la seconde guerre mondiale ont amené les pays occidentaux à favoriser l'intensification de l'agriculture en mettant à profit des produits technologiques et scientifiques. Les petites et moyennes exploitations sont remplacées par de grandes productions spécialisées spécifiques à des régions, tuant peu à peu la polyculture. Cela a encouragé l'écoulement des produits à des prix avantageux, concurrentiels. Les évolutions technologiques ont diminué la pénibilité du travail des agriculteurs. Les cultures à grande échelle, favorisées par des machines de plus en plus perfectionnées, ont eu un impact négatif sur la main d'œuvre.

Force est de constater que l'excessivité de ce système a des effets délétères quarante ans après, tant d'un point de vue écologique, social et économique et chacun en conçoit ses limites. S'amorce alors une prise de conscience d'une nécessité impérieuse d'inverser le processus sans pour autant revenir à l'appel du

« c'était mieux avant ». C'est ainsi que l'avis qui nous est présenté, analyse et avance

des préconisations qui devraient inciter les élus à mettre en place des politiques permettant à tous les citoyens d'accéder à une nourriture de qualité et diversifiée. Cela concerne un rééquilibrage des territoires, une redistribution des cultures prenant en compte l'évolution climatique, une reterritorialisation. Partir d'une approche systémique et déterminer les axes politiques qui seront choisis pour atteindre l'objectif qui serait de rendre de l'autonomie alimentaire aux départements. Cela passe par l'attractivité du secteur agricole, la pérennisation des emplois dans ce secteur, le redéploiement des lieux d'abattage et de transformation. La France faisant partie d'un tout c'est au niveau de l'Europe, que devrait être pensée une réforme de la prochaine PAC en réorientant la souveraineté alimentaire européenne.

Pour la CFTC, toutes les préconisations sont aussi intéressantes les unes que les autres, et sont des leviers à un changement qui nous concerne tous. Nous retiendrons plus particulièrement les préconisations portant sur la prise en compte des initiatives associatives locales, les créations des maisons de l'alimentation, la sensibilisation à toute une population en commençant par les écoles. Initier les citoyens à redécouvrir, pour leur santé, l'importance de l'équilibre alimentaire, les façons de cuisiner des produits locaux, la réduction du gaspillage alimentaire, c'est aider chacun à accéder à une alimentation durable locale, c'est aussi prendre en compte la précarité que vivent certains. Le groupe CFTC a voté cet avis.